

UNE ANALYSE DE
MANOËL DEKEYSER, AVOCAT
 (WWW.DEKEYSER-ASSOCIES.COM)



L'assurance-vie

Un outil d'organisation patrimoniale

Ce type d'assurance présente une souplesse que les donations n'offrent pas toujours.

Une planification patrimoniale efficace se réalise souvent par le biais de donations. De nombreuses possibilités permettent en général de rencontrer les souhaits des parents qui donnent. L'assurance-vie constitue cependant aussi une solution dans de nombreux cas. Voyons cela de plus près...

Pourquoi une assurance-vie?

Parfois, on investit dans une assurance-vie pour garantir un rendement à son capital et en déléguer la gestion à un professionnel. Ce dernier garantira même, dans certains cas, un revenu annuel. Les assurances-vie peuvent aussi servir à se constituer une pension complémentaire.

Mais elles ont aussi un autre intérêt: mettre de côté un capital au profit de ses proches, par exemple de ses enfants. Ceux-ci disposeront des fonds au décès de leurs parents qui ont souscrit le contrat. En attendant, ces derniers peuvent récupérer leurs capitaux s'ils le souhaitent (ils «rachètent» le contrat d'assurance).

Ainsi peuvent-ils à la fois «léguer» indirectement leurs capitaux à leurs enfants et garder le droit de s'en servir. Il faut seulement faire attention à éviter les taxes qui frappent, ou non, les contrats d'assurance suivant la manière dont ils sont préparés.

Qui sont les intervenants?

Rappelons tout d'abord qu'un contrat d'assurance-vie suppose 3 intervenants:



Pierre après pierre,
 construire l'avenir.

le preneur d'assurance qui souscrit le contrat et paie la prime, l'assuré dont le décès met fin au contrat (c'est souvent le même que le preneur) et le bénéficiaire qui recevra les fonds au terme du contrat. Le preneur d'assurance désigne l'assuré et le bénéficiaire du contrat. Il ne doit pas les informer de leur rôle, bien qu'il soit préférable que l'assuré y consente.

Le preneur est-il taxable sur les revenus des placements?

Les fonds, une fois versés par le preneur dans la police d'assurance, appartiennent à la compagnie. Comme le preneur n'en est plus propriétaire, il

n'est plus taxable sur le produit des placements, et ce pendant toute la durée du contrat.

C'est pourquoi les banques luxembourgeoises recommandent parfois de verser dans des polices d'assurance les capitaux non déclarés qui sont chez elles: le client n'a plus de compte bancaire propre et ce n'est plus lui qui encaisse (...et dissimule!) les revenus du portefeuille. Les règles européennes en la matière devraient toutefois changer d'ici quelques semaines et rendre cette solution aléatoire à terme.

Le preneur peut toujours demander le remboursement total ou partiel de son assurance pendant la durée du contrat. Il peut ainsi récupérer ses fonds et vider la police avant son échéance. Seule condition: que le bénéficiaire du contrat n'ait pas accepté par écrit cette qualité (ce qu'il ne peut faire qu'avec l'accord du preneur) ou, s'il l'a acceptée, que s'il donne son accord sur le remboursement au preneur.

Ces remboursements concernent la prime initiale mais aussi les revenus produits par la gestion depuis la souscription du contrat (intérêts, dividendes, plus-values sur portefeuille réalisées par la compagnie).

Dans certains cas, ce surplus récupéré par rapport à la prime initiale sera taxable comme revenu mobilier, au taux de

15%. Dans d'autres, suivant la rédaction du contrat, le «rachat» sera totalement exonéré d'impôt. Les conditions d'exonération sont notamment que le contrat ne garantisse aucun rendement minimum ou, à défaut, qu'il ait une durée de plus de 8 ans.

Enfin, au décès de l'assuré, la compagnie doit verser les capitaux (prime et revenus depuis la souscription) au troisième intervenant: le bénéficiaire de la police. À ce moment, la question qui se pose n'est plus celle de l'imposition des revenus mais celle des éventuels droits de succession.

Le paiement du contrat au décès de l'assuré est-il soumis aux droits de succession?

Le régime fiscal des capitaux versés au bénéficiaire du contrat (les enfants, par exemple), après le décès de l'assuré (le père, par exemple), varie selon le type de contrat.

Prenons le cas d'une famille composée du grand-père Björn, de son fils John et Serena l'épouse de celui-ci et de leurs deux enfants, Justine et Olivier.

John verse une prime de 300.000 € à une compagnie d'assurance. Le contrat prévoit qu'à son décès, ce capital majoré des revenus éventuels sera payé à ses enfants.

La loi considère que ce paiement constitue un legs de John en faveur de

ses enfants, imposé aux droits de succession. Justine et Olivier supporteront ainsi une taxe d'environ 90.000 €.

Ce schéma, parfois recommandé par le monde bancaire, n'est dès lors pas optimal fiscalement. John devrait peut-être verser la prime de 300.000 € dans un contrat qui prévoit que ce ne sera qu'au décès de son épouse Serena que leurs enfants bénéficieront du capital.

Dans ce cas, le versement du capital n'est pas taxé.

Une exception: si John décède avant Serena ou peu après elle. Le risque qu'il décède le premier sera réduit en choisissant une «tête assurée» plus âgée, qu'elle fasse ou non partie de la famille.

Une autre manière d'éviter l'imposition serait que John donne 300.000 € à ses enfants et que ceux-ci les versent dans une assurance qu'ils souscrivent, à leur profit, sur la tête de leur père.

La donation de fonds pourra éventuellement être enregistrée (au taux limité de 3 %: voir «Donations à retardement» paru dans L'événement n° 388 du mois de février 2010).

Justine et Olivier recevront par contre sans droits de succession, au décès de leur père, les 300.000 € et les revenus de la gestion depuis le début du contrat.

Le preneur d'assurance peut-il toujours récupérer les fonds avant l'échéance?

John veut bien procéder de cette manière: donner l'argent à ses enfants et qu'ils souscrivent le contrat, mais à condition qu'ils ne puissent pas disposer des 300.000€ avant son décès. Autrement dit, que Justine et Olivier ne puissent pas reprendre la prime versée à la compagnie.

Cet objectif bien compréhensible sera rencontré en prévoyant dans la donation que les enfants doivent désigner leur père comme bénéficiaire du contrat. John acceptera ensuite le bénéfice de celui-ci. La loi prévoit que dans ce cas les preneurs (Justine et Olivier) ne peuvent plus, sans l'accord préalable de John, demander un remboursement anticipé.

Donner et garder?

Si John veut en outre pouvoir récupérer en cas de besoin une partie des sommes données à ses enfants, le droit de racheter le contrat peut lui être cédé par ses enfants.

John pourra ensuite pratiquer lui-même des rachats sur le contrat. Bien entendu, il ne faut pas qu'on puisse dire que John n'a, en réalité, pas fait de donation à ses enfants puisqu'il peut reprendre les fonds donnés. Tout est affaire de rédaction.

Au décès de John (tête assurée), la compagnie versera les capitaux restant dans le contrat à Justine et Olivier, en leur qualité de preneurs, sans droits de succession.

Une prime versée en nature?

Enfin, la loi belge sur les assurances a une particularité: les primes peuvent être versées «en nature» à la compagnie (par exemple, une participation familiale) et le preneur peut exiger de l'assureur qu'il conserve cette participation. Ce «fonds» peut aussi continuer d'être géré par la personne désignée par le preneur.

Ainsi, un portefeuille diversifié ou une participation dans une entreprise (si possible cotée mais pas nécessairement) peuvent-ils être versés dans une police d'assurance pour être attribués plus tard, le cas échéant sans impôt d'aucune sorte, aux membres de la famille destinés à reprendre la participation.

